

D 582 CHILI: L'AUTO-CENSURE DU CARDINAL

Le 18 septembre 1979, à l'occasion de la fête nationale chilienne, a eu lieu la cérémonie traditionnelle de Te Deum dans la cathédrale de Santiago, en présence des plus hautes autorités du pays.

A la surprise générale, le cardinal Silva Henriquez s'abstint de lire certains passages de l'homélie qu'il avait rédigée pour la circonstance. Le général Pinochet, semble-t-il, avait eu, au préalable, connaissance du texte du cardinal; il déclara, en arrivant à la cathédrale, qu'il se retirerait publiquement si le sermon en question contenait des jugements pouvant être interprétés comme des critiques à son gouvernement. Les femmes des quatre membres de la junte étaient d'ailleurs absentes de la cérémonie.

C'est alors que le cardinal décida de lire "une partie seulement de l'homélie" du fait que "la situation de l'Eglise n'est, pour l'heure, pas très bonne vis-à-vis du gouvernement". C'est du moins en ces termes que le cardinal s'est ensuite justifié publiquement. Le bureau d'information du diocèse de Santiago s'est empressé de publier le "texte complet" de l'homélie dont "Son Eminence n'a lu que quelques paragraphes".

A l'heure du débat sur la nouvelle constitution (cf. DIAL D 577), l'épisode n'est pas dénué de signification.

Nous donnons ci-dessous la version intégrale du sermon en encadrant les passages omis en présence du général Pinochet.

Note DIAL

HOMELIE DU CARDINAL SILVA
DU 18 SEPTEMBRE 1979RAPPEL D'UNE ATTENTE: "REVENIR TRES VITE
A LA NORMALITE CONSTITUTIONNELLE"

Une fois encore nous sommes réunis dans cette église qui évoque les grands événements de notre histoire et qui a vu comparaître tous les grands hommes du Chili: les protagonistes de notre indépendance, les juristes, les présidents et tous ceux qui ont activement marqué la vie publique du Chili; dans cette église dont les arcades ont rassemblé la communauté chrétienne de Santiago, en représentation du Chili tout entier, pour manifester son espérance, intercéder aux heures de tristesse ou de difficulté, remercier dans les moments d'allégresse, et prier pour la patrie. C'est dans cette église qu'une fois encore nous nous rassemblons en ce 18 septembre 1979.

Nous voulons que notre réunion d'aujourd'hui soit une prière adressée au Très-Haut en faveur de notre patrie, ainsi que pour la paix et l'unité.

du peuple chilien; qu'elle soit en même temps une action de grâce pour le bien que nous avons fait au cours de cette période, mais surtout pour l'humble sacrifice et le don généreux de nombreux chrétiens au service du bien, de la paix, de l'aide aux pauvres et aux nécessiteux de cette terre. En même temps nous voudrions exposer très brièvement les grands principes qui guident l'Eglise du Chili et qui devraient constituer le programme d'action des chrétiens de toute la terre.

L'amour de nos frères, l'amour de notre pays, la compréhension entre les hommes et notre profession de foi dans le Seigneur - profession d'amour du Christ, Homme-Dieu qui nous montre l'objectif - voilà les étoiles lumineuses qui nous guident dans notre marche d'aujourd'hui.

L'idéal de l'Eglise

En tant qu'évêques du Chili, dans une déclaration faite il y a maintenant six ans (1), nous regrettions le dénouement violent de la crise institutionnelle du pays; nous exprimions la souffrance et le malaise que nous ressentions devant le sang versé et les larmes de tant de femmes et d'enfants.

Nous demandions en cette heure le respect de ceux qui étaient tombés et la modération envers les vaincus. Nous disions notre confiance que les avantages obtenus par la classe ouvrière et paysanne, sous les gouvernements antérieurs, seraient maintenus et même développés de façon à parvenir à l'égalité totale et à la participation de tous à la vie nationale.

Nous demandions aux chiliens de coopérer avec ceux qui avaient assumé la lourde tâche de restaurer l'ordre institutionnel et la vie économique du pays. Nous avions confiance que la sagesse et le patriotisme des chiliens, la tradition démocratique des Forces armées ainsi que les promesses des nouveaux gouvernants nous permettraient de revenir très vite à la normalité institutionnelle, de façon à reprendre le chemin du progrès et de la paix.

Tel a été, durant ces six années, l'idéal de l'action de l'Eglise et des évêques du Chili; tel a été le programme que nous présentions le 13 septembre 1973. On ne peut comprendre notre action, nos interventions, nos déclarations, nos lettres pastorales, nos inquiétudes et nos souffrances si l'on n'a pas présent à l'esprit cette déclaration de l'épiscopat chilien. Elle a été la cause de bien des incompréhensions et de bien des souffrances.

Plus d'une fois cette chaire - et très clairement l'archevêque de Santiago - a manifesté son point de vue, montré les voies de la paix, incité et poussé les autorités et le peuple à marcher ensemble généreusement de façon à ce que nous parvenions à ce beau fruit de la convivialité des hommes qui s'appelle la paix fondée sur la justice, la vérité et la liberté.

(1) cf. DIAL D 126 (NdT)

Nous n'avons pas été écoutés

Humblement nous devons avouer que nos demandes n'ont pas toujours été couronnées de succès et notre voix, en de nombreuses circonstances, pas toujours écoutée; pire, elle a été l'occasion de critiques très acerbes et d'incompréhensions très dures.

Je ne crois pas que ce soit le cas, à l'heure actuelle et vu les circonstances connues de tous, de reformuler les mêmes idéaux, de répéter les mêmes énoncés de la doctrine de l'Eglise, ainsi que nous les avons formulés et présentés en de nombreuses occasions. Tout le monde les connaît. On sait, dans le monde entier, quelle est la pensée de l'Eglise de Santiago et de l'Eglise du Chili. En cette heure il nous semble que nous devons prier pour notre patrie, prier pour la paix; prier pour que tous les hommes de bonne volonté s'unissent dans l'effort de réconciliation; prier pour empêcher que la violence brise la bonne volonté de tous en s'interposant entre les chiliens et ceux qui dirigent la patrie pour ramener la paix dans notre pays.

Durant cette période, nous les évêques du Chili, avons eu la grande consolation de voir nos idéaux reconnus par le Saint-Père, le pape Jean-Paul II, et par tous les évêques d'Amérique latine réunis à Puebla. Ils ont eu les mêmes sentiments que nous et ils les ont exprimés avec plus de force que nous; ils nous invitent à continuer la tâche de réconciliation et de paix, de justice et d'amour, pour le bien de l'ensemble du continent américain. Pour nous catholiques, la voix du Saint-Père et des évêques est sacrée et respectée; nous n'avons pas à la discuter et encore moins la refuser; nous devons l'accueillir et la respecter dans l'humilité, pour le plus grand bien de notre patrie.

Pour notre part, nous sommes sûrs que le chemin de la paix tel que nous l'avons tracé dans notre pays, est le seul qui nous donnera ce que nous désirons. Les six années que nous venons de vivre nous confirment dans cette assurance et nous incitent à continuer, avec humilité et patience, notre tâche de pacificateurs. Nous croyons que c'est pour le bien de notre pays et nous pensons que le fait de ne pas écouter les enseignements du pape et des évêques d'Amérique latine peut conduire à de grands maux pour notre chère patrie.

La paix, respect des droits de tous

Nous voulons remercier le Seigneur et lui rendre grâce pour tout ce que nous avons pu faire en faveur de tant de gens dans le besoin et marqués par l'épreuve au cours de ces dernières années (2). Nos remerciements vont d'abord au Dieu de bonté, notre Père; ils vont aussi, et très vivement, à nos frères des autres confessions religieuses qui ont rendu possible notre action d'aide et de charité; ils vont enfin à tous les hommes de bonne volonté de notre patrie qui ont rendu possible cet effort d'amour et de réconciliation.

Avec le Saint-Père Jean-Paul II, nous croyons qu'en définitive la paix intérieure et extérieure se "ramène au respect des droits inviolables de l'homme". Nous croyons que "la guerre naît de la violation de ces droits et entraîne de plus grandes violations encore". "Si les droits de l'homme - déclare le pape - sont violés

(2) Allusion au travail du "Comité pour la paix", puis à celui du "Vicariat à la solidarité" (NdT).

"en temps de paix, c'est une chose particulièrement douloureuse;
"du point de vue du progrès, c'est un phénomène incompréhensible
"de la lutte contre l'homme et il ne peut aucunement s'accorder
"avec un programme qui se voudrait humaniste."

En même temps, toujours avec le Saint-Père, nous rappelons que
"la violation des droits de l'homme s'accompagne de la violation
"des droits de la nation, grâce auxquels l'homme est uni par des
"liens organiques comme dans une grande famille"; c'est-à-dire que
nous sommes convaincus que la violation de ces droits porte atteinte
à la sécurité nationale à laquelle nous aspirons. Et c'est pour
quoi, avec le Saint-Père encore, nous déclarons que "la signifi-
cation essentielle de l'Etat comme communauté politique repose sur
"le fait que la société et le peuple qui la compose sont souverains
"pour ce qui concerne leur propre sort. Cette signification dispa-
"raît si, au lieu de l'exercice du pouvoir moyennant la participa-
"tion morale de la société et du peuple, nous assistons à l'impo-
"sition du pouvoir par un groupe déterminé à l'exclusion des autres
"membres de la société. Ces choses sont essentielles, à notre épo-
"que où la conscience sociale des hommes a énormément grandi et,
"avec elle, la nécessité d'une participation correcte des citoyens
"à la vie politique de la communauté".

De même, avec le Saint-Père, nous rappelons que "le devoir fon-
"damental du pouvoir est de veiller au bien commun de la société;
"de ce fait les droits du pouvoir ne peuvent être compris que sur
"la base du respect des droits objectifs et inviolables de l'homme.
"Le bien commun au service duquel se trouve l'autorité de l'Etat
"n'est pleinement réalisé que lorsque tous les citoyens sont assu-
"rés de leurs droits".

Le nécessaire changement de structures

Nous adressons notre action de grâces au Seigneur de l'histoire, notre
Dieu, pour ce que nous avons pu souffrir pour la défense de ces grands
idéaux, sans ressentiment envers qui que ce soit. Nous demandons au Sei-
gneur que nous nous convertissions tous, en accomplissement de la volonté
du Saint-Père. Nous avons besoin de nous convertir, sinon nous ne pourrons
jamais réaliser les grands idéaux qui sont les nôtres. "On n'avancera pas
"sur le chemin difficile de l'indispensable transformation des structures
"économiques - déclare le Saint-Père - si ne s'opère pas une véritable
"conversion des esprits et des coeurs.

Cette tâche exige que s'enga-
"gent en ce sens les hommes libres et les peuples solidaires. On
"confond trop souvent la liberté avec l'intérêt - individuel ou
"collectif - ou avec l'instinct de lutte et de domination, quelles
"que soient les couleurs idéologiques dont ils se revêtent.

Mais une
"chose est certaine: dans ce domaine gigantesque il faut instaurer, accep-
"ter et approfondir le sens de la responsabilité morale, laquelle doit en-
"glober tout l'homme. Une fois encore et toujours: l'homme. Ce sens moral,
"pour nous, s'appelle la conversion."

Les évêques réunis à Puebla ont réaffirmé la même doctrine que le Saint-Père et nous avons déclaré qu'en Amérique latine toutes les Eglises, tous les évêchés, doivent faire un choix prioritaire envers les pauvres. Ce choix "est rendu urgent en raison de la réalité scandaleuse des déséquilibres économiques qui existent en Amérique latine et qui obligent à rechercher l'établissement d'une convivialité des hommes digne et fraternelle ainsi que l'édification d'une société juste et libre.

Le nécessaire changement des structures injustes dans l'ordre social, politique et économique ne sera réel et total que s'il s'accompagne d'un changement des mentalités individuelles et collectives par rapport à l'idéal d'une vie humaine de dignité et de bonheur, laquelle invite à son tour à la conversion". Nous ajoutons que ce changement ne sera pas effectif si nous n'écoutons pas la voix du Christ Seigneur.

Chers amis, nous avons écouté les paroles du pape et celles des évêques d'Amérique latine. Demandons maintenant au Seigneur qu'il nous accorde sa bénédiction et sa grâce afin que, dans notre pays, ces vérités puissent orienter la vie de notre peuple, de nos gouvernants, de l'Eglise et de tous les hommes de bonne volonté qui vivent dans notre patrie. Pour terminer, nous reprenons les paroles des évêques du Chili d'il y a six ans:

"Nous sommes sûrs que la sagesse et le patriotisme des chiliens, que la tradition démocratique des Forces armées et que la promesse des membres de la Junte gouvernementale nous permettront de voir revenir très vite la normalité institutionnelle permettant de reprendre un chemin de progrès et de paix." (3)

Nous demandons à la Vierge du Carmel, Mère du Chili, de faire que devienne réalité cette grande attente des évêques du pays. Ainsi-soit-il!

(3) Le texte exact de ce passage de la déclaration épiscopale du 13 septembre 1973 est le suivant: "La sagesse et le patriotisme des chiliens, joints à la tradition démocratique et humaniste de nos Forces armées, permettront au Chili de revenir bien vite à la normalité institutionnelle, ainsi que l'ont promis les propres membres de la Junte gouvernementale, et de reprendre son chemin de progrès dans la paix." (NdT)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement: France 170 F - Etranger 200 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441